



Région Centre

20 SEP. 2010

Délégation Générale Stratégies,
Europe, Partenariat et Transversalité
Direction de l'Action Publique Européenne
Dossier suivi par : Amandine MAUME
Tél. : 02.38.70.27.05
@ : amandine.maume@regioncentre.fr
Références : AM/00282/2010

COMMISSION EUROPEENNE
Direction générale de la concurrence
Greffe des aides d'État
1049 BRUXELLES
BELGIQUE

Orléans, le 16 SEP. 2010

Madame, Monsieur,

La Région Centre a souhaité prendre part à la consultation publique ouverte le 10 juin dernier par la Direction Générale en charge de la concurrence au sein de la Commission européenne sur les règles en matière d'aides d'État applicables aux services d'intérêt économique général.

Vous pourrez donc trouver avec ce courrier l'avis du Conseil régional du Centre sur l'application du paquet SIEG.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président du Conseil régional
et par délégation,
la Vice-Présidente
en charge de l'Europe,
des politiques européennes
et de la Coopération interrégionale

Karine GLOANEC-MAURIN

VOTRE PROFIL

Pour les règles relatives à la protection des données à caractère personnel, consulter la page suivante sur le site web EUROPA: http://ec.europa.eu/geninfo/legal_notices_fr.htm#personaldata

Déclaration de confidentialité spécifique: les contributions reçues seront publiées en ligne avec la mention de l'identité de leur auteur, sauf si ce dernier s'oppose à la publication de ses données à caractère personnel au motif qu'elle porterait préjudice à ses intérêts légitimes. Dans ce cas, la contribution pourra être publiée en préservant l'anonymat de son auteur. À défaut, elle ne sera pas publiée et son contenu ne sera, en principe, pas pris en considération.

1. Veuillez fournir vos coordonnées ci-dessous.

| | |
|-------------------------------|----------------------------|
| Nom | |
| Organisme représenté | CONSEIL REGIONAL DU CENTRE |
| Lieu (pays) | F-45 000 ORLEANS |
| Adresse courrier électronique | info@regioncentre.fr |

2. Représentez-vous un prestataire de SIEG?

Oui Non

Dans l'affirmative, quel(s) type(s) de SIEG fournissez-vous et dans quel secteur?

| |
|--|
| |
|--|

3. Représentez-vous une autorité locale?

Oui Non

Dans l'affirmative, quel(s) est/sont le(s) type(s) de SIEG dont vous avez confié l'exécution à une entreprise, le cas échéant?

| |
|---|
| <p>Pour le moment le Conseil Régional a qualifié expressément la seule formation professionnelle de SIEG. Cela a été fait par la délibération le 18 juin 2009 qui fixe comme finalité au SIEG de la formation professionnelle la satisfaction des besoins fondamentaux des individus au regard de la formation tout au long de la vie, dans le respect des champs de compétence de la Région. La procédure de mise en oeuvre de ce SIEG est en cours.</p> |
| |

4. Travaillez-vous pour un organisme représentant des usagers de SIEG?

Oui Non

5. Appartenez-vous au milieu universitaire?

Oui Non

6. Représentez-vous un autre type de partie prenante?

Oui Non

Dans l'affirmative, prière de préciser:

Dans un souci de transparence, les organismes (notamment, par exemple, les ONG, les associations professionnelles et les entreprises commerciales) sont priées de rendre publique toute information utile les concernant en s'inscrivant au registre des représentants d'intérêts et en souscrivant à son code de conduite.

Si vous représentez un **organisme inscrit dans le registre**, veuillez en indiquer le nom et l'adresse, ainsi que son numéro d'identification dans le registre, sur la première page de votre contribution:

Votre contribution sera considérée comme représentant l'avis de votre organisme.

Si votre organisme n'est pas encore inscrit dans le registre, il vous est loisible de l'inscrire dès maintenant. Revenez ensuite à cette page pour soumettre votre contribution en qualité d'organisme inscrit dans le registre des représentants d'intérêts.

Les réponses des organismes qui ne figurent pas dans le registre seront publiées séparément.

SECTION A - QUESTIONS RELATIVES A LA NOTION DE SIEG

1. Est-ce qu'il est clair pour vous quelles sont les activités qui peuvent être considérées comme un SIEG?

Oui Non En partie

Dans la négative, veuillez expliquer pourquoi, si possible en fournissant des exemples concrets:

De nombreux domaines sont dans une zone grise : par exemple le développement d'activités culturelles (festival, livre, médias, soutien au développement de l'art contemporain, protection et mise en valeur du domaine de site relevant du Domaine national...), le soutien au développement international des entreprises, la promotion de du tourisme régional, la mise en œuvre et le développement de services et d'applications T.I.C., la gestion d'infrastructures de transports ...

2. Avez-vous connaissance de services qui ont été qualifiés de SIEG par des autorités publiques?

Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez les décrire et préciser les obligations de service public liées à ce SIEG?

Le CONSEIL REGIONAL DU CENTRE a qualifié en juin 2009 la formation professionnelle de SIEG. D'autres Régions l'ont également fait (Poitou Charentes, Picardie, etc). Nombreuses obligations de service public ont été fixées, notamment l'hébergement des personnes en formation, la restauration, l'accompagnement, l'adaptabilité et la mutabilité de l'offre de formation, etc.

Les autres activités de la Région n'ont pas, pour le moment, été qualifiées de SIEG par des délibérations de la collectivité.

SECTION B - QUESTIONS RELATIVES A LA NOTION D'AIDE D'ÉTAT

Les règles du traité, telles qu'elles ont été interprétées dans la jurisprudence de l'UE, définissent la notion d'aide d'État, ainsi que les conditions dans lesquelles les règles relatives aux aides d'État s'appliquent aux SIEG.

3. L'application des conditions fixées à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) vous a-t-elle posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Si vous avez répondu «oui» ou «en partie», de quelles condition(s) particulière(s) s'agit-il?

- Activité économique: Oui Non
- Effet sur les échanges: Oui Non
- Avantage économique: Oui Non
- Sélectivité: Oui Non
- Transfert de ressources d'État: Oui Non

4. Veuillez fournir quelques exemples concrets:

| |
|--|
| Pas adapté à la formation professionnelle. |
|--|

SECTION C - APPLICATION DE L'ARRET ALTMARK

Dans son arrêt dans l'affaire Altmark, la Cour de justice a jugé que la compensation de service public ne constitue pas une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE dès lors qu'elle remplit quatre conditions cumulatives.

- Premièrement, l'entreprise bénéficiaire a effectivement été chargée de l'exécution d'obligations de service public et ces obligations ont été clairement définies.
- Deuxièmement, les paramètres sur la base desquels la compensation est calculée doivent être préalablement établis de façon objective et transparente.
- Troisièmement, la compensation ne peut pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, compte tenu des recettes y relatives et d'un bénéfice raisonnable.
- Quatrièmement, lorsque le choix de l'entreprise à charger de l'exécution d'obligations de service public n'est pas effectué dans le cadre d'une procédure de marché public permettant de sélectionner le candidat capable de fournir ces services au moindre coût pour la collectivité, le niveau de la compensation nécessaire doit être déterminé sur la base d'une analyse des coûts qu'une entreprise moyenne, bien gérée et adéquatement équipée, aurait encourus pour exécuter ces obligations.

5. L'application des conditions énoncées dans l'arrêt Altmark, en particulier la quatrième, vous a-t-elle posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, expliquez pourquoi. Si possible, veuillez fournir des exemples concrets:

Il est difficile pour la Région d'appliquer une jurisprudence (qui peut évoluer) européenne (quelle valeur par rapport au bloc de légalité interne déjà appliqué par les collectivités territoriales), d'autant plus que la comparaison avec les coûts d'une entreprise moyenne bien gérée est difficilement calculable.

Ainsi le Conseil Régional a dû faire appel à un appui à la maîtrise d'ouvrage (AMO) pour calculer cela.

6. Avez-vous connaissance d'exemples de l'application de l'arrêt Altmark par des juridictions ou autorités publiques nationales?

Oui Non

Dans l'affirmative, des informations à ce sujet sont les bienvenues:

SECTION D - CONDITIONS FIXEES PAR LA DECISION ET L'ENCADREMENT

En 2005, en vue de garantir la sécurité juridique en matière de financement des SIEG, tout en veillant à l'existence de règles du jeu équitables pour l'ensemble des entreprises dans le marché unique, la Commission a adopté le «paquet SIEG», afin de préciser les conditions dans lesquelles les compensations de service public constituant des aides d'État peuvent être octroyées en vue de l'exécution de missions de service public. En particulier, la décision précise les conditions dans lesquelles les compensations de service public sont considérées comme compatibles avec les règles en matière d'aides d'État et sont exemptées de l'obligation de notification à la Commission, tandis que l'encadrement explique la façon dont la Commission apprécie toutes les autres compensations de service public, à savoir celles qui doivent être notifiées à la Commission.

Les conditions en question ont trait à l'existence d'un mandat contenant une définition précise et correcte du service d'intérêt économique général en cause, à la définition des paramètres nécessaires pour calculer de façon appropriée le montant de la compensation, à l'absence de

surcompensation et aux mesures prises pour éviter toute surcompensation.

D.1: MANDAT

QUESTIONS CONCERNANT LE MANDAT:

7. Avez-vous connaissance des instruments juridiques (contrats, législation, concessions, etc.) utilisés pour confier l'exécution de SIEG aux prestataires de SIEG de votre secteur d'activité ou région?

Oui Non

Dans l'affirmative, vous êtes invité à fournir des informations sur ces formes d'actes juridiques:

Les collectivités territoriales adoptent des délibérations, portant approbation de contrats (marchés publics, délégations de service public, conventions de mandatement) qui peuvent s'apparenter aux exigences européennes du mandat

8. Savez-vous si le mandat (ou tout autre base légale applicable) pertinent pour votre secteur d'activité ou région donne une définition précise et correcte du service d'intérêt économique général à fournir?

Oui Non En partie N/A

Si vous avez répondu «non» ou «en partie», veuillez expliquer pourquoi en fournissant des exemples:

C'est à la collectivité territoriale dans chaque délibération de bien définir le périmètre du SIEG qu'elle met en œuvre de manière directe ou déléguée

9. Les instruments juridiques dont vous avez connaissance contiennent-ils tous les éléments requis par l'article 4 de la décision, tels que:

- la nature et la durée des obligations de service public? Oui Non
- la ou les entreprises et le territoire concernés? Oui Non
- la nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuellement octroyés aux entreprises?

Oui Non

- les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation?

Oui Non

- les moyens d'éviter les surcompensations et les modalités de remboursement de celles-ci?

Oui Non

10. Certains de ces éléments ont-ils, à votre avis, posé des difficultés?

Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi en fournissant des exemples concrets:

11. La notion de mandat au sens des règles concernant les aides d'État et le marché intérieur vous a-t-elle posé des difficultés?

Oui Non N/A

Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, si possible en fournissant des exemples concrets:

12. Pensez-vous que l'attribution de SIEG locaux, notamment de services à caractère social, a posé des difficultés particulières?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi, si possible en fournissant des exemples concrets:

La difficulté porte sur la mise en oeuvre du SIEG, lorsqu'il est fait le choix de mandatement d'opérateurs avec droits exclusifs (supports de publicité pas adaptés)

D.2: COMPENSATIONS

D) QUESTIONS CONCERNANT LE CALCUL DES COÛTS ET DES RECETTES LIÉS A UN SIEG

13. Le calcul des coûts et des recettes liés à un SIEG vous a-t-il posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, veuillez décrire ces difficultés.

14. En particulier, dans le cas où vous représentez une entreprise exerçant des activités se situant à la fois dans le cadre d'un SIEG et en dehors de celui-ci, tenez-vous des comptabilités séparées?

Oui Non En partie N/A

15. La séparation des comptes vous a-t-elle posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, veuillez fournir des précisions:

16. Les prestataires de services publics ont-ils reçu des indications en vue d'une affectation correcte des coûts et des recettes destinée à éviter les subventions croisées entre les SIEG et les activités/fonds qui ne relèvent pas du SIEG?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, veuillez fournir des précisions sur ces orientations:

une grille financière est fournie avec le règlement de participation

17. Pensez-vous que les coûts fixes et variables auxquels la décision et l'encadrement font référence constituent les catégories appropriées aux fins de la répartition des coûts entre les différents services?

Oui Non En partie N/A

Dans la négative, veuillez fournir des explications:

définis par la Région

18. Est-il tenu compte d'aspects qualitatifs dans le calcul du montant de la compensation octroyée?

Oui Non N/A

II) QUESTIONS CONCERNANT LE BÉNÉFICE RAISONNABLE

Si vous connaissez un exemple de prestataire de SIEG ayant perçu une compensation de service public,

19. veuillez:

- indiquer si cette compensation comprenait un bénéfice raisonnable

Oui Non

- indiquer si ce bénéfice raisonnable a été calculé sur la base d'un taux de rémunération des capitaux propres, comme le prévoient la décision et l'encadrement

Oui Non

- Dans le cas où le bénéfice raisonnable n'aurait pas été calculé sur la base du taux de rémunération des capitaux propres, veuillez expliquer pourquoi un autre type de taux a été appliqué et fournir des informations sur le taux choisi:

20. L'identification de ce que l'on entend par bénéfice «raisonnable» vous a-t-elle posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, veuillez préciser:

21. Connaissez-vous le taux de rémunération moyen des capitaux propres dans le secteur concerné?

Oui Non N/A

Dans la négative, comment avez-vous déterminé le bénéfice raisonnable?

22. Le calcul du bénéfice raisonnable dans votre cas particulier a-t-il tenu compte des gains de productivité réalisés par le prestataire?

Oui Non N/A

Dans l'affirmative, veuillez fournir des explications et, si nécessaire, des exemples montrant que la compensation a été calculée en tenant compte de l'efficacité du prestataire

D.3: CONTROLE DE LA SURCOMPENSATION

23. Avez-vous connaissance des mécanismes de contrôle mis en place dans votre pays pour éviter toute surcompensation?

Oui Non N/A

Dans l'affirmative, l'absence de surcompensation a-t-elle été contrôlée par des auditeurs externes?

Oui Non

24. Avez-vous eu connaissance de cas de surcompensation?

Oui Non N/A

Dans l'affirmative, veuillez fournir des précisions sur leur remboursement:

25. Les règles de remboursement des surcompensations vous ont-elles posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, lesquelles et pourquoi?

26. L'article 6 de la décision prévoit que lorsque le montant de la surcompensation ne dépasse pas 10 % du montant de la compensation annuelle (20% dans le secteur du logement social), la surcompensation peut être reportée sur la période suivante et déduite du montant de la compensation due pour cette période. L'application de cette disposition vous a-t-elle posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Si vous avez répondu «oui» ou «en partie», veuillez expliquer pourquoi:

D.4. CONTROLE ET RAPPORTS ANNUELS

L'article 7 de la décision dispose que les États membres doivent conserver, pendant dix ans au moins, tous les éléments permettant à la Commission d'établir la conformité des compensations avec cette décision.

27. Un système d'information de ce type a-t-il été mis en place dans votre État membre pour les services qui sont susceptibles de vous concerner, et si tel est le cas, ce système permet-il de respecter les obligations imposées par la décision?

Oui Non En partie N/A

SECTION E - CATEGORIES PARTICULIERES DE SIEG

La décision exempte de l'obligation de notification les compensations de service public dont le montant est inférieur à certains seuils.

28. Veuillez indiquer si la classification des compensations dans les catégories suivantes vous a posé des difficultés:

- compensations de moins de 30 millions d'EUR par an octroyées à des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel n'atteint pas 100 millions d'EUR:

• Oui Non En partie N/A

- compensations octroyées à des hôpitaux:

• Oui Non En partie N/A

- compensations octroyées à des entreprises de logement social:

• Oui Non En partie N/A

- compensations accordées aux liaisons aériennes avec les îles dont le trafic annuel n'atteint pas 300 000 passagers:
 - Oui Non En partie N/A
 - compensations accordées aux liaisons maritimes avec les îles dont le trafic annuel n'atteint pas 300 000 passagers:
 - Oui Non En partie N/A
 - compensations accordées aux aéroports dont le trafic annuel n'atteint pas 1 000 000 passagers:
 - Oui Non En partie N/A
 - compensations accordées aux ports dont le trafic annuel n'atteint pas 300 000 passagers:
 - Oui Non En partie N/A
29. Quels sont les types de services qui ont été financés par des compensations de service public dans le secteur hospitalier?

•

30. Quels sont les types de services qui ont été financés par des compensations de service public dans le secteur du logement social?

31. Estimez-vous que les plafonds prévus par la décision constituent une source de simplification tout en garantissant une application correcte?

- Oui Non En partie N/A
- Dans la négative, veuillez expliquer pourquoi, si possible en fournissant des exemples concrets:

•

32. Sur la base de votre expérience, pensez-vous que les plafonds sont adaptés aux besoins des catégories particulières?

1) Oui Non En partie

2) Oui Non En partie

3) Oui Non En partie

4) Si vous avez répondu «non» ou «en partie», veuillez expliquer lesquels ne sont pas adaptés à la catégorie concernée et pourquoi:

1)

33. Pensez-vous que la combinaison de plafonds de 30 millions d'EUR pour le montant de la compensation et de 100 millions d'EUR pour le chiffre d'affaires a posé des difficultés?

Oui Non En partie

Dans l'affirmative, veuillez expliquer si les difficultés sont dues à la combinaison de ces deux plafonds, à l'un d'eux ou aux deux, en fournissant des exemples concrets:

Problème sur le chiffre d'affaires: est-ce le CA total ou le CA sur le SIEG uniquement?
Problème également lorsqu'il s'agit d'une structure nationale organisée en structures régionales: quel CA prendre en compte (national ou régional?)

1)

34. Avez-vous connaissance d'instruments autres que les compensations de service public utilisés par les pouvoirs publics pour encourager les activités de service public (par exemple, des aides directes aux usagers, la prestation directe de SIEG par l'État, etc.)?

Oui Non N/A

Dans l'affirmative, n'hésitez pas à décrire brièvement ces instruments et leurs domaines d'utilisation:

SECTION F - CONCURRENCE ET ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES

35. D'après votre expérience, les principes sur lesquels reposent la décision et l'encadrement (notamment l'existence d'un mandat et l'absence de surcompensation) sont-ils appropriés pour garantir une égalité de traitement entre les prestataires de SIEG et les entreprises commerciales ainsi que pour éviter toute distorsion de la concurrence et des échanges

intracommunautaires?

Oui Non En partie N/A

Dans la négative, expliquez pourquoi.

la publicité met en oeuvre l'égalité de traitement

36. Dans votre secteur d'activités/votre région, les services publics sont-ils fournis par divers prestataires de services publics?

Oui Non N/A

Dans la négative, veuillez fournir des explications:

37. Pensez-vous que dans votre secteur d'activités/votre région, la prestation de services publics n'affecte pas du tout, ou pas de manière significative, les échanges intracommunautaires?

Oui Non En partie N/A

Dans l'affirmative, expliquez pourquoi. Les exemples concrets étayant votre opinion sont les bienvenus:

38. Pensez-vous que les règles en matière d'aide d'État applicables aux compensations de service public peuvent, dans certains cas, avoir pour effet de verrouiller le marché ou fausser la concurrence d'une autre manière?

Oui Non En partie

Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et dans quels cas:

Ces règles peuvent effrayer les collectivités territoriales. Elles peuvent ainsi freiner les initiatives de la Région par prudence.

SECTION G - ACTIONS ENTREPRISES POUR FAVORISER LA MISE EN ŒUVRE

CORRECTE DE LA DECISION ET DE L'ENCADREMENT

39. Avez-vous connaissance d'un quelconque guide relatif à la mise en œuvre de la décision et de l'encadrement établi par les autorités de votre pays?

Oui Non N/A : la circulaire DGCL du 04/07/2008 fourni des explications – encore trop théoriques- des règles à appliquer par les collectivités territoriales

40. Trouvez-vous utile le document de travail des services de la Commission relatif aux questions fréquemment posées sur l'application des règles en matière d'aides d'État aux SIEG?

Oui Non En partie N/A encore trop théorique et sans référence (et c'est normal) au droit national

41. Connaissez-vous l'existence du service d'information interactif chargé de répondre aux questions relatives à l'application du droit de l'Union européenne aux SIEG/SSIG?

Oui Non N/A

42. Lorsque vous avez soumis une question au service d'information interactif, le service fourni vous a-t-il satisfait?

Oui Non En partie N/A

Dans la négative, veuillez fournir des explications:

L'aspect droit national n'est pas traité (et c'est normal) ; or droit national et droit communautaire se combinent, et les collectivités territoriales se doivent de respecter le droit national.

De plus, la réponse apportée par le service d'information interactif n'a pas de valeur légale, et reste trop générale (pas d'appréciation des faits).

Par ailleurs, les collectivités territoriales ont des difficultés à se concerter avec l'Etat sur ce sujet

43. À votre avis, la décision et l'encadrement sont-ils suffisamment connus et correctement mis en œuvre?

Oui Non En partie N/A

Dans la négative, veuillez indiquer quelles sont les parties prenantes qui ne sont pas suffisamment informées. Selon vous, quelles en sont les raisons?

Les collectivités sont mal informées sur ce qu'elles doivent faire ou ne pas faire pour respecter le Paquet Monti et les règles nationales

SECTION H - DIVERS

44. D'après votre expérience, la décision et l'encadrement ont-ils réussi à trouver un juste équilibre entre la nécessité de garantir l'exécution des missions de service public et celle d'assurer des règles du jeu équitables entre entreprises et entre États membres dans le marché unique?

Oui Non En partie N/A

Dans la négative, veuillez expliquer pourquoi, en fournissant des exemples concrets:

45. Estimez-vous qu'il existe des cas non couverts par les questions précédentes dans lesquels l'application des règles de l'Union européenne aux SIEG ont posé des difficultés?

Oui Non En partie N/A

Si vous avez répondu «oui» ou «en partie», pouvez-vous, à l'aide d'exemples concrets, expliquer de quelles règles il s'agit et en quoi elles ont été sources de difficultés?

46. Avez-vous d'autres observations?

La demande de l'Etat en 2008 faite aux Régions de lister toutes leurs compensations d'OSP a permis au Conseil Régional d'apprendre l'existence du Paquet Monti - pourtant applicable depuis 2005. Aucune information nationale idoine n'avait été auparavant diffusée à ce sujet, et la Région n'a donc pas pu réaliser l'exercice demandé en des délais très courts.

Le Conseil Régional tient à souligner qu'il a effectué depuis la circulaire de juillet 2008 de nombreuses démarches pour s'informer et essayer de mieux comprendre les règles européennes en matière de SIEG.

Ainsi une conférence publique a été organisée en octobre 2009 sur le thème des SIEG. La Région avait sollicité deux représentants de la Commission européenne qui sont venues

présenter le droit des aides d'Etat appliqué aux SIEG (DG Concurrence), et le cas spécifique des SSIG (DG Emploi et affaires sociales), ainsi que l'Etat (secrétariat général aux affaires européennes).

En janvier 2010, plusieurs représentants de la Région ont participé à une formation inter-régionale co-organisée avec la Commission européenne à Lille sur les SIEG.

Malgré ces initiatives et les différentes recherches documentaires et contacts avec les autorités nationales et européennes, la Région garde des interrogations et souhaite sécuriser ses activités.

Elle demande à ce qu'une plateforme nationale soit mise en place afin de répondre aux cas pratiques des collectivités dans leur application du Paquet Monti combiné au droit national. Elle souhaite également la relance de l'initiative de la Commission européenne qui souhaitait détacher quelque temps un fonctionnaire dans quelques collectivités, pour se rendre compte des difficultés d'application concrètes des règles européennes combinées aux règles nationales et aider celles-ci dans ses démarches d'application du Paquet Monti.

Merci d'avoir répondu à la totalité/à une partie du présent questionnaire.